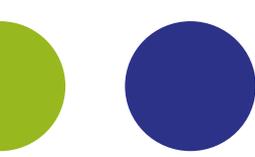
The background features a stylized, light-colored figure with a blue circle for a head and a green circle for a torso. The figure is composed of rounded rectangular shapes. Surrounding the figure are several solid-colored circles in shades of blue, green, and dark blue. The text 'PROJEP' is written in white on a dark blue horizontal bar that overlaps the figure's torso.

PROJEP

**RENCONTRES
DE LA PROSPECTIVE
POUR LA JEUNESSE
ET L'ÉDUCATION
POPULAIRE**

Two solid-colored circles, one dark blue and one green, are positioned to the left of the text.

Construisons ensemble l'éducation populaire de demain !

FONJEP
Fonds de coopération
de la jeunesse et de l'éducation populaire

2023, ne doutons pas !

En cette année nouvelle, soyons toujours aussi fiers de contribuer, depuis près de 60 ans, à la richesse des projets associatifs, au cœur des territoires que nous soutenons, à travers nos divers dispositifs de soutien à l'emploi et à la formation.

Soyons en effet collectivement fiers de nos activités réalisées, durant les mois passés. Rappelons ainsi que pour répondre notamment aux difficultés de recrutement, nous avons lancé dès l'automne 2021, aux côtés d'Hexopée, une large enquête avec plus de 1367 réponses de structures et associations. Nous avons alors mis en lumière que pour l'ensemble des répondants, 10 % des postes salariés n'étaient pas pourvus alors même que leurs structures prévoient d'importants recrutements dans les 12 mois à venir, avec 12 955 ouvertures de postes prévues, dont une très grande majorité de postes d'animation (8 949 ouvertures de postes). Rappelons-nous aussi que face à ce constat, la Secrétaire d'État a lancé les Assises de l'animation auxquelles nous avons largement contribué, et qui ont finalement débouché sur la création du Comité de filière.

De plus, l'année passée, en mettant en place nos rencontres de la Prospective pour la Jeunesse et l'Éducation Populaire (PROJEP), nous avons confirmé la richesse des acquis de l'éducation populaire, de ses savoir-faire, de ses expérimentations et l'enjeu de puiser dans ces « déjà-là » pour répondre aux défis qui se posent aujourd'hui pour anticiper demain.

Cette année 2023 est donc tout à la fois une invitation à poursuivre nos missions, tout en consolidant nos actions et réflexions en cours, afin de répondre aux enjeux sociaux et sociétaux de notre temps, si nombreux, divers et encore parfois confus.

La page n'est donc pas blanche, au contraire. Conformément aux acquis de nos 10 rencontres de prospective que nous avons organisées en 2022, elle porte déjà les prémices de notre feuille de route pour ces 365 jours nouveaux.

Comme nous le savons, les associations, et spécifiquement les associations de jeunesse et d'éducation populaire, sont confrontées tout comme l'ensemble de la société à des défis majeurs, notamment les transitions démographiques, environnementales, économiques, démocratiques, et numériques.

Pour cela, ne doutons pas de la pertinence à travailler ensemble ces questions, à croiser nos regards, à partager nos acquis, conditions essentielles pour faire reconnaître la légitimité du monde associatif dans ses marqueurs et apports pour la société. Ces communs d'éducation populaire qui nous réunissent, se retrouvent d'ailleurs magnifiquement au sein du Pôle de conservation des Archives des associations de Jeunesse et d'Éducation populaire (PAJEP). Par ses missions de collecte et de valorisation, c'est un atout pour notre secteur et son devenir, sur lequel nous devons encore plus nous appuyer pour répondre aux transformations du monde associatif et aux besoins de notre société contemporaine en transition.

Aussi, parce que l'éducation populaire est, conformément à son passé, facteur d'avenir, je fais le vœu que sa crédibilité soit plus fortement valorisée tant par ses réalisations, ses impacts que par ses projets et expérimentations auprès de la jeunesse et bien au-delà.

Nous proposerons donc de poursuivre notre travail suivant quatre axes pour cette année 2023 :

- nous outiller davantage pour donner une plus grande visibilité au secteur JEP,
- initier le développement d'un espace de veille permanente pour permettre une meilleure anticipation des transformations en cours par les réseaux,
- consolider nos liens avec les collectivités locales, et retrouver un nouveau dialogue tripartite,
- faire de l'évaluation un sujet à aborder en commun entre l'État, les collectivités et les associations pour mieux se saisir, chacun dans ses responsabilités, de cet enjeu partagé.

En ces premiers jours de l'année, nous formulons le vœu que le FONJEP soit l'espace de confiance légitime au sein duquel faire valoir l'émancipation, la démocratie et la citoyenneté auprès des Pouvoirs publics, de nos partenaires et associations, qu'elles soient adhérentes ou non auprès de notre fonds. Il en va de notre capacité à susciter et/ou à soutenir l'envie d'engagement des professionnels et bénévoles confrontés à des situations d'intervention complexes auprès de publics variés. Contribuer à la professionnalisation, à la revalorisation, à la reconnaissance, à la formation des animateurs est un donc enjeu majeur pour le FONJEP.

Que 2023 soit enfin une invitation à toujours plus fédérer les acteurs qui interagissent avec nos associations bénéficiaires, tel est le sens de ces quelques mots. En effet, parce que nous sommes certains de la légitimité de nos dispositifs de soutien, ne doutons pas non plus du sens citoyen et émancipateur de ces derniers et de leur devenir.

Patrick CHENU
Président du Fonjep



En 2022 nous avons eu le plaisir d'organiser, sous la forme de 2 cycles, 10 rendez-vous prospectifs auxquels ont participé plus de 10 000 personnes. En présentiel ou en distanciel, en direct ou en différé sur Youtube, l'intérêt porté démontre combien l'éducation populaire est portée par des femmes et des hommes de conviction. Merci à toutes et à tous ainsi qu'aux divers intervenants, chercheurs et/ou praticiens qui se sont rendus disponibles et qui ont su, avec rigueur et humilité, éclairer les défis qui, à l'image de notre société, se posent à nos associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Ces rencontres ont été rendues possible grâce à la mobilisation de 37 acteurs associatifs et 15 chercheurs.

Nous faisons ici le choix de présenter l'ensemble des défis identifiés lors de ces rencontres PROJEP afin de vous donner envie :

- de découvrir la richesse des interventions et échanges retracés dans les Actes de ces rencontres !
- de poursuivre le processus d'élaboration des questionnements et réponses qui est, de fait, toujours en cours et ouvert à tous !

En 2023, ne doutons pas de notre pertinence à travailler ensemble, à croiser nos regards, à partager nos acquis, conditions essentielles pour faire reconnaître la légitimité du monde associatif dans ses marqueurs et apports pour la société !



Il en va de notre capacité à susciter et/ou à soutenir l'envie d'engagement des professionnels et bénévoles confrontés à des situations d'intervention complexes auprès de publics variés.

PROJEP
Rencontres de la Prospective
pour la Jeunesse et l'Éducation Populaire

#1

VISIONS DE L'ÉDUCATION
POPULAIRE D'AUJOURD'HUI
ET DEMAIN

(Faire) partager nos visions, c'est poursuivre la fédération des secteurs pour qu'ils pensent toujours plus à des projets collectifs prenant en compte les grandes transformations de notre temps, telles que la lutte contre les inégalités et les violences sexistes, la transition numérique et climatique. Pour cela :

- Capitalisons et faisons valoir les acquis de l'éducation populaire pour mieux les transmettre afin de répondre aux nouvelles tendances de notre société.
- Faisons valoir le besoin impérieux de soutien des associations comme vecteur autonome de démocratie auprès des citoyens et pouvoirs publics.
- Soutenons la professionnalisation des salariés de nos secteurs et suscitons l'envie d'engagement auprès du plus grand nombre.

Toute réponse à ces questions obligera au nécessaire rassemblement de la société, des gouvernants et pouvoirs publics dans nos stratégies et dynamiques associatives.

INTERVENANTS

Olivier CHAIBI
Docteur en histoire,
Professeur agrégé,
Université Paris Est Créteil

Patrick CHENU
Président du FONJEP
et directeur des MJC de France

Didier JACQUEMAIN
Président d'Hexopée

Yann RENAULT
Co-président du CNAJEP

Simon THIRIOT
Secrétaire général
du Mouvement associatif

ANIMATION

Jean-claude RICHEZ
Historien spécialiste
de l'éducation populaire
et des politiques de jeunesse



La question centrale qui doit nous animer, c'est celle de l'élévation de la pratique de la citoyenneté sous toutes ses formes.
— Didier JACQUEMAIN



L'éducation populaire doit s'adresser à toutes les classes d'âge de façon organique, ce que vient nous rappeler le succès ces dernières décennies du mouvement des Universités populaires.
— Jean-Claude RICHEZ



Est-ce que ce ne serait pas plutôt les crises de l'éducation populaire qui pourraient expliquer les crises du système politique ?
— Olivier CHAIBI

#2

PROFESSIONNALISATION
ET FORMATION DANS
L'ÉDUCATION POPULAIRE

S'engager en tant que salariés à mener des activités d'animation au service de l'émancipation du plus grand nombre est une gageure personnelle et collective. Or, la reconnaissance des compétences mobilisées et la validation de ces dernières par le biais de parcours de formation et de carrière à la hauteur des missions poursuivies est un défi majeur pour notre branche et notre société. Quelques pistes pour y parvenir :

- Valorisons les salaires dans une branche fortement féminisée et précarisée.
- Trouvons notre place en tant qu'éducation populaire pour renforcer la formation des salariés en lien avec l'Éducation nationale.
- Renforçons la transversalité entre les différents dispositifs de certification pour proposer des parcours professionnels sécurisants.
- Prenons en compte la crainte de certains employeurs face à la complexité de leurs fonctions.

Répondre à ces préconisations nécessitera notamment que la question démocratique ne soit pas éludée. En effet, c'est en conviant notamment les pouvoirs publics à notre réflexion que nous réussirons à faire reconnaître la spécificité de nos métiers et à leur garantir un avenir décent.

Aujourd'hui, la société a des enjeux prégnants autour de la question démocratique, autour de la question de l'environnement, sur le fait syndical, le fait associatif.

— Marie BAGGIO



Les animateurs seront reconnus, le jour où ils auront des conditions salariales correctes qui leur permettront de se former...

— Laurent BESSE

Il faut passer d'une idée où les politiques éducatives ne sont pas que des politiques de financement, mais sont de vraies politiques d'éducation populaire.

— David CLUZEAU

INTERVENANTS

Marie BAGGIO
Secrétaire Nationale
du SEP-UNSA en charge
du secteur associatif

Laurent BESSE
Maître de conférences
en histoire contemporaine
et Chef de département
Carrières sociales IUT
de TOURS

David CLUZEAU
Délégué Général d'Hexopée

Manon PESLE
Maîtresse de conférences en
sciences de l'éducation, Université
Jean Monnet - Laboratoire
Education, Cultures, Politiques

ANIMATION

Guillaume RODELET
Secrétaire Général
du Fonjep - Directeur général
de Familles rurales

#3

LES VOLONTARIATS

Si les volontariats au niveau national et international sont clés quant aux missions d'intérêt général confiées, les problématiques clés du statut et de la place des volontaires dans l'éducation populaire sont réelles. Quelles que soient les formes de volontariat, il conviendra de peser pour un avenir souhaitable de ce type d'engagement. Pour cela, quelques pistes :

- Trouvons réponse à l'institutionnalisation de ce type d'engagement alors même que les usages par l'Etat semblent s'inscrire pour beaucoup dans des politiques d'insertion.
- Améliorons l'accessibilité des dispositifs aux publics encore trop éloignés des opportunités d'engagement.
- Garantissons la sécurité et la qualité des conditions d'emploi pour lever les freins auprès des volontaires potentiels et de leurs proches.

Plus globalement, pour garantir le sens de ces engagements, il conviendra de présenter le volontariat comme un engagement libre et responsable. Enfin, il faudra résolument veiller à pérenniser ces actes de solidarité dans une perspective de partage, d'échanges et d'apprentissages mutuels, et réciproques.



On utilise régulièrement l'expression à chacun son volontariat, parce qu'il y a différents dispositifs de volontariat, quel que soit l'âge, le profil, les compétences ou la disponibilité. — Lucie MORILLON



Les dispositifs de volontariat sont dans un rapport d'intermédiaire entre les individus et les États.

— Valérie BECQUET

Pour moi le volontariat est aussi un outil d'émancipation et également un outil d'actions locales.

— Matina DELIGIANNI

INTERVENANTS

Omar AGBANGBA
directeur de l'Agence nationale
de volontariat du Togo

Valérie BECQUET
professeure des Universités,
Cergy Paris Université

Matina DELIGIANNI
Présidente de Cotravaux

Camel GUECIOEUR
Directeur adjoint,
CEMEA Nord Pas de Calais

David KNECHT
directeur général
l'agence Service Civique
Ainsi qu'un binôme d'anciens
volontaires : **Yosra SNOUSSI**
et **Ronan LUCAS**

ANIMATION

Lucie MORILLON
directrice du pôle Études,
communication, plaidoyer
chez France Volontaire

#4 TEMPS DE VIE, TEMPS LIBÉRÉ ET TEMPS CONTRAINT

Si le temps libre est un périmètre auquel les associations d'éducation populaire sont habituées, les rapports que nous entretenons avec le temps libre semblent problématiques dans une société capitaliste synonyme d'accélération et de productivité. Pour que chacun puisse avoir droit et donner sens à ce que l'on nomme « le temps libéré » des contraintes de consommation et injonctions de rentabilité :

- Donnons à chacun le contrôle effectif de son temps.
- Permettons aux individus, dès le plus jeune âge, de prendre conscience de ces espaces afin de gagner en autonomie.
- Evitons le délitement des temps alors que le travail semble faire son apparition résolue dans la sphère privée, suite notamment à la crise sanitaire.
- Faisons valoir le temps libéré comme un temps disponible pour s'engager auprès des autres.

A n'en pas douter il conviendra, pour les mouvements sociaux, de ne pas dévoyer ces espaces de liberté mais de les reconquérir. Il y aura là un enjeu pour nos sociétés démocratiques qu'il leur faudra révéler et partager. Condition sans doute, pour que l'ennui soit aussi droit de cité.



Notre société de consommation marchandise de plus en plus le temps libéré, il faut s'occuper et avoir des loisirs.

— Françoise STURBAUT



Avec le confinement, nous avons vécu l'expérience d'être dépossédé de notre temps. Nous étions résumés à deux choses : la chance d'avoir un travail et donc la possibilité de sortir pour aller travailler.

— Evanne JEANNE-ROSE

INTERVENANTS

Éric DACHEUX
Professeur des Universités à Clermont-Ferrand
Christophe DANSAC
Maître de conférences en psychologie - Université Toulouse Jean Jaurès
Evanne JEANNE ROSE
Vice-président de l'UNHAJ

Même si nous éprouvons la sensation d'avoir plus de temps libre, au fond, nous nous sentons de plus en plus contraints, débordés.

— Éric DACHEUX

INTERVENANTS

Françoise STURBAUT
Secrétaire générale adjointe en charge des jeunes et de l'égalité chez la Ligue de l'enseignement

ANIMATION

Vincent SÉGUÉLA
Directeur général la fédération Léo Lagrange

#5 L'ÉDUCATION POPULAIRE AU SERVICE DE QUELS ENGAGEMENTS ?

De ce 1^{er} cycle, il ressort que l'éducation populaire fait l'objet de multiples définitions et normes tant par les pouvoirs publics que par les acteurs eux-mêmes. Par ailleurs, les grands mouvements continuent de créer de nouvelles formes d'éducation populaire. Plus encore, cette innovation émane aussi d'autres acteurs. Ainsi, les questions des nouveaux rapports salariés/bénévoles sont apparues aussi comme primordiales dont voici résumées quelques pistes de réponse :

- En tant qu'éducation populaire, prenons mieux en compte les nouvelles formes et temporalités de l'engagement.
- (Re)façons de l'engagement un objet « politique », comme une réponse possible aux multiples crises.
- (Ré)interrogeons nos modes d'intégration et d'accompagnement des citoyens au sein de nos institutions en leur accordant confiance, quant à leur source et désir d'engagement.

Plus globalement, si la volonté de réinvestissement de l'identité citoyenne, du faire ensemble semble se développer, la singularité de nos associations de jeunesse et d'éducation populaire nécessitera de renforcer l'articulation des postures professionnelles avec celles des militants.

Plus on est nombreux, plus on est forts. Il faut renforcer les têtes de réseaux, qu'on parle d'une seule voix et qu'on fasse front, car la parole associative structurée forte, est une parole de transformation sociale.

— Claire THOURY



Le rapport au temps pose aussi la question du rapport à l'argent. Comment fait-on en sorte que le bénévolat soit accessible à tous et pas seulement à ceux qui ont les moyens financiers ?

— Lucie BOZONNET

INTERVENANTS

Lucie BOZONNET
Co-présidente du Cnajep et vice-présidente Politique jeunesse
Patrick CHENU
Président du Fonjep et directeur général des MJC de France
David CLUZEAU
Délégué Général d'Hexopée

INTERVENANTS

Claire THOURY
Présidente du Mouvement Associatif

ANIMATION

Jean Claude RICHEZ
Historien spécialiste de l'éducation populaire et des politiques de jeunesse

#6 TRANSITION NUMÉRIQUE, DÉMOCRATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE : TRANSITION OU RUPTURE ?

Il n'y a pas une urgence climatique et environnementale d'un côté, une crise démocratique et le souci du numérique de l'autre. Ces trois problématiques sont intimement liées et certaines préconisations fonctionnent aussi bien pour l'une que pour l'autre. Voici quelques pistes d'avenir :

- Renforçons ou créons des espaces communs de dialogue en proximité en nous appuyant sur les compétences de nos associations, des acteurs publics et citoyens à la fois.
- Ne nous limitons pas à la sensibilisation des individus, mais accompagnons-les, formons-les toujours plus à l'esprit critique tant ces problématiques sont politiques.

Aussi, parce qu'il s'agira d'accompagner les transformations en cours vers un avenir souhaitable, les mouvements d'éducation populaire devront veiller à ce que les politiques publiques ne s'appliquent pas de manière descendante et coercitive !



Regarder hier comme aujourd'hui, ce qui permet d'être réactif par rapport à ces transitions, et avoir la capacité d'identifier le déjà-là.

— Emmanuel PORTE



INTERVENANTS

Emmanuel BIOTEAU
Professeur de Géographie à l'Université d'Angers
Aurélien BOUTET
Directeur fédéral de la fédération départementale des foyers ruraux de Seine-et-Marne
Laurent COSTY
Chargé de mission Éducation & Communs Numériques aux Ceméa et vice-président de l'April
Emmanuel PORTE
Chargé d'études et de recherche à l'INJEP

ANIMATION

Dominique GARET
Vice-président du collège associatif du FONJEP au titre de la FCSF



Mais est-ce que le monde associatif, avec tout ce qu'il peut porter en termes de transformations, est vu comme étant porteur de ces transformations et pouvant inspirer des politiques publiques ?

— Aurélien BOUTET

Je pense aussi qu'il y a un lien à faire avec la question des communs numériques.

— Laurent COSTY

#7 LES RECOMPOSITIONS TERRITORIALES : COGÉRER LES DISPOSITIFS ENTRE POUVOIRS PUBLICS ET ASSOCIATIONS

Une des singularités du FONJEP est qu'il revendique la cogestion des dispositifs entre associations et pouvoirs publics. Interroger les articulations entre les politiques publiques nationales et les politiques publiques territoriales permet de relever les grandes tendances liées aux multiples recompositions territoriales des dernières années, tout en explorant les effets de la réorganisation des services de l'État et des nouvelles responsabilités qui ont été confiées aux collectivités et les impacts sur l'écosystème des associations. Nos pistes fondamentales qui émergent :

- Identifions les bonnes et mauvaises pratiques en termes de co-construction et de cogestion avec les acteurs associatifs.
- Refaçons du tissu associatif un acteur politique capable d'influencer les politiques publiques et vice-et-versa.
- Interrogeons nos types de gouvernance au sein des Conventions territoriales Globales et évaluons leurs impacts.

Parce qu'aujourd'hui les conseils régionaux sont les chefs de file en matière de politique de jeunesse, nos associations devront pleinement trouver leur place dans les dynamiques de coopération avec les acteurs publics !

Élargir la table des acteurs concernés, tous les échelons de collectivités, les associations, les habitants afin de renforcer la légitimité du projet.

— Basile FRUMY



On se rend compte également que les CTG dotent les CAF d'un outil partenarial nouveau, un outil de proximité qui permet de nourrir les politiques et leur déclinaison à l'échelle des territoires. C'est une nouvelle gouvernance, qui doit être un levier pour décliner d'autres politiques publiques à l'avenir. — Édith VOISIN

INTERVENANTS

Rémi de Montaigne
Délégué national de l'UNADEL
Laurent FRAISSE
sociologue, membre associé au Laboratoire Interdisciplinaire de Sociologie Economique (LISE)
Basile FRUMY
Chargé de mission stratégies territoriales, au sein de la Délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle au ministère de la Culture
Arnaud JEAN
Conseiller régional délégué à la jeunesse et à l'engagement en Région Centre Val de Loire

INTERVENANTS

Dominique NIORTHE
Représentant du CRAJEP Nouvelle Aquitaine
Bernard PECQUEUR
Économiste, professeur émérite à l'Université de Grenoble Alpes
Luciana RIBEIRO
Doctorante en sciences économiques, Sciences Po Grenoble - Laboratoire Pacte. Chargée d'études au RNMA.
Édith VOISIN
Responsable du pôle enfance, jeunesse, parentalité - à la Caisse Nationale des Allocations Familiales

ANIMATION

Patrick CHENU
Président du FONJEP

#8 LE NUMÉRIQUE : UN ENJEU D'ÉDUCATION POPULAIRE

La période actuelle est marquée par une transformation numérique qui implique toute à la fois une rupture technique par l'utilisation d'outils nouveaux et une massification de ces derniers. Bénéfices pour certains, contraintes pour d'autres, voire risqués, les outils numériques entraînent pourtant des dynamiques d'exclusion pour des publics déjà en difficulté. Plusieurs pistes semblent devoir être poursuivies au nom du projet d'émancipation que nos associations incarnent :

- (Ré)interrogeons la manière dont nos réseaux d'éducation populaire s'emparent de la question du numérique, aussi bien d'un point de vue d'appropriation de pratiques et d'outils, que d'un point de vue démocratique et de gouvernance.
- Évaluons en quoi ces nouveaux médias, pratiques et outils modifient le rôle éducatif des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
- Trouvons notre place pour que nos actions associatives soient toute à la fois autonomes et contributives des politiques publiques

Pour poursuivre ces quelques pistes, il conviendra aussi de prendre en compte les enjeux sous-jacents que sont ceux de la formation et de la professionnalisation !

Le numérique ce n'est pas un nouvel outil c'est un nouveau langage, une nouvelle culture qu'il faut savoir appréhender. — Luc ROUSSEL



Le numérique permet de se connecter plus loin, mais de se connecter différemment. Et c'est sur ce différenciel qu'on n'a jamais le temps de travailler.
— Emmanuel PORTE

INTERVENANTS

Mathieu MUSELET
Délégué du pôle numérique à la Ligue de l'enseignement
Noemie OXLEY
Chercheuse et maître de conférences à Américan University of Paris
Emmanuel PORTE
Chargé d'études et de recherche à l'INJEP

L'approche de l'outil est de ne pas être manichéen. Il permet de poser des bases de réflexion et donc d'entraîner l'esprit à décrypter les informations qui nous parviennent.—
Maïka SEGUIN

INTERVENANTS

Luc ROUSSEL
Délégué de la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels du Nord Pas de Calais
Maïka SEGUIN
Directrice régionale de la Fédération Régionale des MJC - ADL PACA

ANIMATION

Maxime BOITIEUX
Coordinateur national au sein de Peuple & Culture

#9

LE DÉFI ENVIRONNEMENTAL : UN ENJEU D'ÉDUCATION POPULAIRE

Faire face aux grands défis de la transition écologique nous impose, sans aucun doute, de les appréhender sous l'angle des inégalités sociales afin de construire un monde durable, juste, respectueux de l'humain et économiquement viable. Conformément à leur ADN, nos associations doivent réinvestir leurs projets politiques et leurs pratiques. Ainsi fait, pour relever cette dimension existentielle de la survie de notre planète, il conviendrait de réinterroger ce qui nous est commun. Voici donc quelques préconisations porteuses d'avenir :

- Apprenons à coconstruire des cartographies des inégalités sociales et environnementales afin de définir des politiques d'adaptation acceptables.
- Valorisons, avec les citoyens, notamment des quartiers populaires, des indicateurs et critères d'évaluation de ce que nous préservons et conservons au travers des actions collectives territorialisées menées.
- Répondons aux désirs de mobilisation autour de la justice environnementale afin que les pouvoirs publics notamment, changent de posture et prennent en compte les impacts pour les plus précaires.
- Osons faire des pas de côté dans nos réponses à la commande publique afin de donner sens au besoin d'engagement, souvent radical de la jeunesse.

Pour changer de paradigmes, avec et pour nos concitoyens, nos associations sont, de fait, aptes à changer de méthode. Sensibiliser, expérimenter, capitaliser, tels sont les maîtres-mots des pratiques qui seront à déployer au plus près des territoires. Il en va de la plus-value de nos organisations, notamment auprès des pouvoirs publics locaux et nationaux pour ces questions si complexes. !

Le système comptable en vigueur ne prend compte que la dette envers les prêteurs du capital financier. Il ne dit rien sur ce que les organisations empruntent / prélèvent sur la nature ou sur l'humain.

— Daniel LE GUILLOU

L'éducation populaire a pour moi, la légitimité et la compétence pour agir sur ces questions de transition écologique.

— Dominique LARUE

INTERVENANTS

Nathalie BLANC
Chercheuse, directrice de recherche au CNRS, et directrice du Centre des Politiques de la Terre

Dominique LARUE
Président de l'Union Nationale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement (UNCPIE)

Daniel LE GUILLOU
Président d'Actypôles et membre de l'association Territoires zéro chômeur et La coop des Communs

ANIMATION

Guillaume RODELET
Secrétaire Général du Fonjep - Directeur général de Familles rurales

#10

LE DÉFI DÉMOCRATIQUE : UN ENJEU D'ÉDUCATION POPULAIRE

Alors que nous assistons à une forte polarisation de la société, à des phénomènes de repli sur soi et à l'émergence de diverses formes de radicalisation, il convient de s'interroger de manière critique sur la réorganisation de notre société autour des seuls principes de la concurrence et du marché notamment. Pour que la question du pouvoir soit centrale au sein de nos associations ou dans la société et parce que les conditions de la démocratie, de ses modes d'organisation, d'accompagnement et d'apprentissage ne s'improvisent pas :

- Sachons éviter l'instrumentalisation de la parole, de la participation et de la représentation des citoyens en identifiant ce qui fait conflit et complexité, condition pour penser collectivement.
- Faisons vivre des lieux dans lesquels il devient concevable de peser sur les rapports de force et de contribuer à la co-construction des politiques publiques.
- Investissons dans des travaux conjoints entre chercheurs, praticiens de l'éducation populaire et habitants pour chercher et expérimenter, afin de faire valoir notamment l'utilité sociale de nos actions lorsqu'elles contribuent à développer le pouvoir d'agir et créent des processus d'émancipation de groupes qui en étaient privés ou qui ne se sentaient pas légitimes à en disposer.

Ainsi, c'est en (re)questionnant la démocratie comme valeur fondatrice des mouvements d'éducation populaire en tant qu'acteur d'émancipation personnelle et collective que nous (ré)inventerons des logiques de formation politique aux idées et réinvestirons notre rôle d'acteurs de transformation sociale. Enjeu primordial pour ne pas se laisser enfermer dans un sentiment d'impuissance.

CONCLUSION

Face aux grands défis, qu'ils soient climatiques, démocratiques ou numériques, de notre société, les associations font l'objet de fortes tensions. C'est pourquoi il est urgent aujourd'hui de prendre en compte les pratiques et leurs nécessaires évolutions tout en se posant la question de leur fonctionnement afin que nous nous adaptions en conscience. Il en va de la nécessité de (se) protéger, d'anticiper les changements et de réfléchir collectivement à l'éducation populaire de demain pour être au rendez-vous des enjeux actuels et à venir pour nos concitoyens d'ici et de là-bas.

Réfléchir ensemble, telle était donc l'ambition de ces rencontres PROJEP. **Elles se poursuivront cette année 2023 afin que le plus grand nombre puisse interagir et peser sur les choix de demain conformément à l'ADN des associations de jeunesse et des mouvements d'éducation populaire.**



Ce qui fait notre histoire associative a été très largement occulté pendant ces deux derniers siècles. On a oublié comment les associations participaient à la construction des sociétés démocratiques.

— Jean Louis LAVILLE



Pourquoi démocratie et justice sociale ? D'abord parce que nous avons à la fois une aggravation des inégalités, avec une rupture forte ces dernières années pour les classes populaires et une partie des classes moyennes.

— Tarik TOUAHRIA



INTERVENANTS

Lucie BOZONNET
Secrétaire générale du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC)

Jean Louis LAVILLE
Professeur du Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris

Sylvain RIGAUD
Chargé de mission Projets au sein du Réseau National des Maisons des Associations (RNMA)

INTERVENANTS

Tarik TOUAHRIA
Président de la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF)

ANIMATION

Michaël DUVAL
Animateur réseau national chez MJC de France

REMERCIEMENTS

Ces rendez-vous projep ont été rendus possibles grâce à la forte mobilisation de nombreux partenaires lors de la phase préparatoire notamment. La commission prospective s'est réunie à 21 reprises soit près de 42 heures, en amont et aval des PROJEP. Elle a vu naître un processus singulier qui a permis de créer des coopérations inédites. Nous remercions l'IFMA et l'INJEP pour leur travail de réflexion et de mise en lien avec le milieu de la recherche, nos partenaires d'Hexopée, du Mouvement Associatif et d'Elisfa pour leur participation active, les membres du collège associatif pour leur soutien et accompagnement lors des sessions de préparation et pour l'animation de ces rencontres, les membres du collège institutionnel, représentants des Ministères pour d'une part, leur contribution quand cela était possible, et d'autre part de nous avoir laissé une grande liberté dans l'organisation de ces rencontres, et enfin à FaireProd pour la diffusion en direct et le travail de communication.

ÉQUIPE TECHNIQUE

POUR LE FONJEP

Nouria DUTHOIT-MESSAOUDI
Déléguée générale
Dounia AMRANI
Chargée de rédaction et de communication
Jonathan LANDAU
Archiviste responsable de la mission Pajep
Julie REVOL
Responsable du pôle Solidarité Internationale

POUR FAIREPROD

Julien MAST
Président
Jean CROUSILLAC
Producteur Délégué
Sophie MATHONET
Directrice de projet
Cécile COURREGES
Directrice de production
Gabrielle ISSAVERDENS
Rédactrice
Anne-Sophie VERMOREL
Web développeur
Emmanuel HUBERT
Réalisateur
José HUERTA
Cadreur
Israel SOLORZANO
Cadreur

Que soient remerciées les associations et organisations engagées.

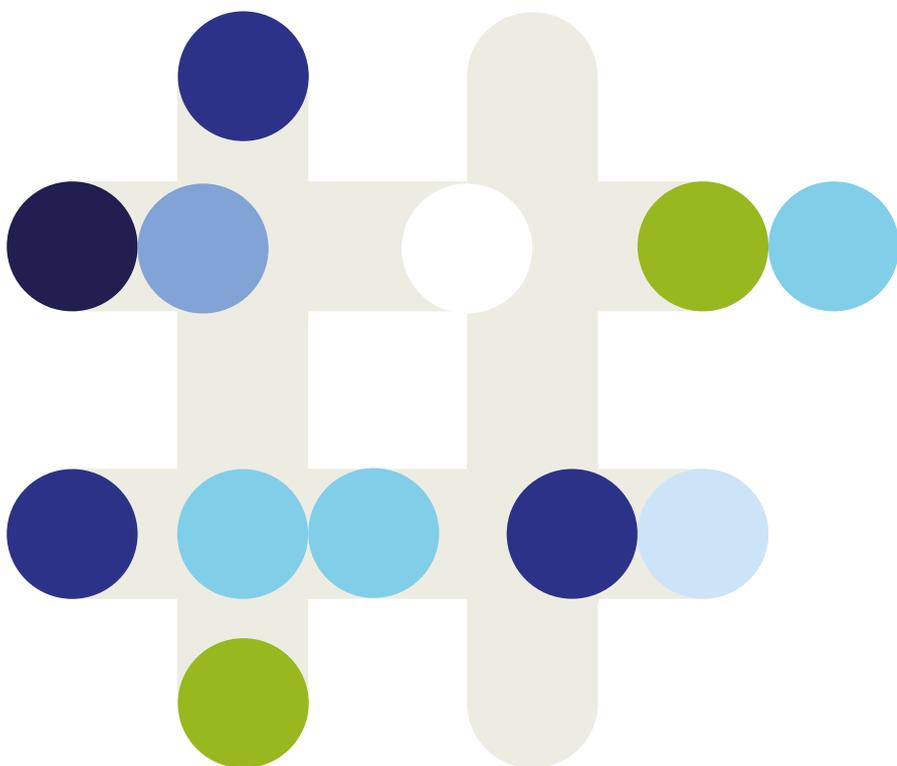
LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION PROSPECTIVE « ILS ONT PRÉPARÉ LE CYCLE PROJEP »



DUTHOIT-MESSAOUDI Nouria	FONJEP
BAZILLON Bernard	KPMG
BRUNI Laurent	UFCV
CHENU Patrick	MJCF de France
COVELLI Florian	IFMA
DELAUNAY Yann	France Volontaires
DIDANE Salim	MRJC
GARET Dominique	FCSF
GUENEE Jacques	Villes et Cinémas
LEBLANC Catherine	FNEPE
PFRUNDER Frédérique	Le Mouvement Associatif
PORTE Emmanuel	INJEP
RAT PATRON Agnès	ELISFA
RENAULT TINACCI Mathilde	INJEP
RICHEZ Jean-Claude	Consultant
RODELET Guillaume	Fédération Nationale Familles Rurales
SÉGUÉLA Vincent	Léo Lagrange
TREDEZ Antoine	Hexopée

LISTE DES INTERVENANTS « ILS ONT CONTRIBUÉ AU CYCLE PROJEP »

AGBANGBA Omar	Directeur de l'Agence Nationale de Volontariat du Togo	LAVILLE Jean-Louis	Professeur du Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris
BAGGIO Marie	Secrétaire Nationale du SEP-UNSA en charge du secteur associatif	LE GUILLOU Daniel	Président d'Actypôles et membre de l'association Territoires zéro chômeur et la coop des communs
BECQUET Valérie	Professeure des Universités, Cergy Paris Université	LUCAS Ronan	Chargé de mission engagement citoyen et talents au SAMU social de Paris, et ancien volontaire (VSI) pour l'ADICE
BESSE Laurent	Maitre de conférences en histoire contemporaine et chef de département carrières sociales IUT de Tours	MORILLON Lucie	Directrice du pôle études, communication, plaidoyer chez France Volontaire
BIOTEAU Emmanuel	Professeur de géographie à l'Université d'Angers	MUSELET Mathieu	Délégué du pôle numérique à la Ligue de l'Enseignement
BLANC Nathalie	Chercheuse, directrice de recherche au CNRS, et directrice du Centre des politiques de la terre	NIORTHE Dominique	Représentant du CRAJEP Nouvelle Aquitaine
BOITIEUX Maxime	Coordinateur national au sein de Peuple & Culture	OXLEY Noémie	Chercheuse et maitre de conférences à Américan University of Paris
BOUTET Aurélien	Directeur fédéral de la Fédération Départementale des Foyers Ruraux de Seine-et-Marne	PECQUEUR Bernard	Économiste, professeur émérite à l'Université de Grenoble Alpes
BOZONNET Lucie	Co-présidente du CNAJEP	PESLE Manon	Maitresse de conférences en sciences de l'éducation, Université Jean Monnet - laboratoire éducation, cultures, politiques
CHAIBI Olivier	Docteur en histoire, professeur agrégé, Université Paris Est Créteil	PORTE Emmanuel	Chargé d'études et de recherche à l'INJEP
CHENU Patrick	Président du fonjep, directeur MJC de France	RENAULT Yann	Co-président du CNAJEP
CLUZEAU David	Délégué général d'Hexopée	RIBEIRO Luciana	Doctorante en sciences économiques, Sciences PO Grenoble laboratoire pacte. chargée d'études au RNMA.
COSTY Laurent	Charge de mission éducation & communs numériques aux CEMEA et vice-président de l'APRIL	RICHEZ Jean-Claude	Historien spécialiste de l'éducation populaire et des politiques de jeunesse
DACHEUX Éric	Professeur des Universités à Clermont-Ferrand	RIGAUD Sylvain	Chargé de mission projets au sein du Réseau National des Maisons des Associations (RNMA)
DANSAC Christophe	Maitre de conférences en psychologie - Université Toulouse Jean Jaurès	RODELET Guillaume	Secrétaire général du FONJEP - directeur général de Familles Rurales
DE MONTAIGNE Rémi	Délégué national de l'UNADEI	ROUSSEL Luc	Délégué de la fédération des centres sociaux et socioculturels du Nord pas de Calais
DELIGIANNI Matina	Présidente de Cotravaux	SÉGUÉLA Vincent	Directeur général la fédération Léo Lagrange
DUVAL Michaël	Animateur réseau national chez MJC de France	SEGUIN Maika	Directrice régionale de la fédération régionale des MJC - ADL PACA
FRAISSE Laurent	Sociologue, membre associé au Laboratoire Interdisciplinaire de Sociologie Économique (LISE)	SNOUSSI Yosra	Enseignante assistante en langue anglaise au collège Michelet (Toulouse) et ancienne volontaire au conseil départemental de l'Aude
FRUMY Basile	Chargé de mission stratégies territoriales, au sein de la délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle au Ministère de la Culture	STURBAUT Françoise	Secrétaire générale adjointe en charge des jeunes et de l'égalité chez la Ligue de l'Enseignement
GARET Dominique	Représentant de la fédération des centres sociaux et socio-culturels au FONJEP en tant que vice-président du FONJEP	THIRIOT Simon	Secrétaire général du mouvement associatif
GUECIOUEUR Camel	Directeur adjoint, CEMEA Nord Pas de Calais	THOURY Claire	Présidente du mouvement associatif
JACQUEMAIN Didier	Président d'Hexopée	TOUAHRIA Tarik	Président de la fédération des Centres Sociaux et Socio-Culturels de France (FCSF)
JEAN Arnaud	Conseiller régional délégué à la jeunesse et à l'engagement en Région Centre Val-de-Loire	VOISIN Édith	Responsable du pôle enfance, jeunesse, parentalité - à la Caisse Nationale des Allocations Familiales
JEANNE ROSE Évanne	Vice-président de l'UNHAJ		
KNECHT David	Directeur général l'Agence Service Civique		
LARUE Dominique	Président de l'Union Nationale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement (UNCPIE)		



design éditorial : Arnaud Chauvel - jan. 2023



Téléchargez les Actes de nos rencontres PROJEP sur www.projep.fr
Visualisez les interventions complètes ou les moments clés
sur la **playlist PROJEP** sur www.youtube.com  ou sur projep.fr/rencontres